

QUESTIONS

À...

GÉRARD MATHERON

président du Sitelesc

“L'Europe freine le développement de notre industrie”

La Commission européenne est davantage préoccupée par l'absence de distorsion de concurrence parmi les Etats membres que par la compétitivité de ses entreprises, estime Gérard Matheron, président du Sitelesc⁽¹⁾.

L'électronique bénéficie-t-elle d'un soutien suffisant en Europe ?

GÉRARD MATHERON Il existe, certes, des politiques nationales conduites par plusieurs Etats membres en faveur de l'électronique, notamment par la France, mais ce n'est pas suffisant. Ce qui fait clairement défaut, c'est une véritable politique industrielle européenne qui serait prise en charge par plusieurs commissaires européens de manière coordonnée. Le Conseil européen a encore estimé dernièrement que l'électronique a un grand potentiel en Europe et que les investissements en R&D sont cruciaux dans ce domaine, mais nous n'en voyons pas les retombées en termes de politique industrielle. Dès que nous voulons évoquer un problème, nous devons frapper à plusieurs portes. Nous avons affaire, entre autres, à la direction générale en charge des entreprises, à celle qui est responsable de la politique de recherche ou encore à celle traitant des problèmes de concurrence. Cette dernière se préoccupe de vérifier qu'il n'existe pas de distorsion de concurrence entre les Etats membres. Son rôle n'est pas d'assurer la compétitivité des entreprises.



“Une véritable politique industrielle fait défaut en Europe”

faire évoluer cet état de choses, il faudrait modifier les termes du traité, ce qui n'est pas réalisable rapidement. Or il y a urgence ! Il y a, en Europe, depuis l'origine, une politique agricole commune. Pourquoi n'avons-nous pas également mis en place une politique industrielle commune, afin de mener une réflexion stratégique sur la compétitivité ?

Cette situation handicape-t-elle l'industrie européenne ?

GÉRARD MATHERON Lorsque nous observons les avantages dont peuvent bénéficier nos concurrents de Taiwan, de Corée, de Chine, des Etats-Unis, nous considérons que nous sommes loin d'être traités sur un pied d'égalité. Par exemple, le fondeur américain Globalfoundries va recevoir 1,2 milliard de dollars de subventions de la part de l'Etat de New York pour construire une usine dont la production devrait démarrer en 2012. Cette situation de distorsion n'est pas prise en compte

par la Commission et l'Organisation mondiale du commerce ne s'en émeut pas non plus. En Europe, une aide à l'investissement en production industrielle est interdite, sauf si elle concerne des régions défavorisées. Pour toutes les autres régions, seules des aides à la R&D peuvent être obtenues. Or, lorsqu'une région ou un Etat membre finance les industriels sur un programme de R&D, il est demandé en échange aux bénéficiaires de l'aide publique, des engagements en matière d'investissement industriel. C'est ce qui se passe par exemple avec l'initiative française Nano 2012. Les nouvelles initiatives européennes en faveur des projets de R&D, telles que l'initiative technologique conjointe Eniac portée par la Commission européenne, ou le programme Eureka Catrene [successeur de Medea+], se heurtent malheureusement à un manque d'implication coordonnée des Etats membres. Ces derniers n'ont pas soutenu suffisamment de projets dans le cadre des premiers appels à projets d'Eniac et de Catrene. Pour Eniac, la contribution financière de la Commission étant subordonnée à celle des Etats membres, celle-ci a dû restreindre le budget qu'elle avait prévu d'allouer à cette initiative.

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES MAROUANI

(1) Syndicat français de l'industrie du semiconducteur.

(2) Association européenne de l'industrie du semiconducteur.

ECOUTONS LES

“En 2013, les accéléromètres détrôneront les tenants actuels du titre des meilleures ventes mondiales de MEMS, soit les têtes d'impression et les processeurs de traitement numérique de la lumière (DLP). Du fait d'une forte progression de la demande de la part des smart-phones et des jeux vidéo.”

Jérémie BOUCHAUD, analyste pour les MEMS chez iSuppli

“Les décideurs politiques sont frileux dans le domaine des énergies renouvelables. En attendant, ce sont des dizaines de milliers d'emplois que nous pourrions créer et qui ne le sont pas.”

André ANTOLINI, président du syndicat des énergies renouvelables, lors des Assises de la Fieec

“Nous sommes face à une crise extrêmement brutale d'une ampleur jamais vécue auparavant. Si nous continuons sur la même tendance dans les mois qui viennent, il nous faudra prendre des mesures encore plus drastiques que celles que nous avons déjà prises.”

Pierre GATTAZ, président de la Fieec, lors des Assises de la Fieec

“La crise actuelle n'est pas une crise de la high-tech, mais une crise économique globale. La reprise sera donc graduelle.”

Art de GEUS, CEO de Synopsys, cité par EETimes

“Les 20 principaux fournisseurs de semiconducteurs pour l'automobile ont contrôlé 77,8 % du marché en 2008. Avec la crise de la fin de l'année dernière et du début 2009, une importante consolidation est à attendre dans ce secteur.”

Adriana BLANCO, analyste chez Gartner, dans un rapport hebdomadaire